

Document:-
A/CN.4/SR.600

Compte rendu analytique de la 600e séance

sujet:
Relations et immunités consulaires

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1961, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

accepte de faire fonctions de consul général, il consent, de ce fait, à exercer certaines fonctions déterminées, qui comportent, elles aussi, des immunités déterminées.

72. M. Amado fait, en outre, observer que l'expression « inviolabilité personnelle », appliquée aux consuls, peut être considérée comme une création de la Commission. Le Secrétaire de la Commission a dit, au cours de la douzième session (539^e séance, par. 26) qu'il partageait les doutes émis au sujet de cette expression. La décision d'employer cette expression ne saurait rien changer au fait que le consul est un fonctionnaire de l'Etat d'envoi, de rang relativement peu élevé, qui exerce certaines fonctions.

73. Enfin, M. Amado rappelle le paragraphe 2 du commentaire d'où il ressort que l'insertion de la clause d'immunité personnelle dans les conventions consulaires traduit une réaction contre l'usage selon lequel on refusait de reconnaître l'inviolabilité personnelle aux fonctionnaires consulaires. Il est évident que toute la matière est en voie d'évolution; M. Amado demande donc instamment à la Commission de faire preuve de la plus grande prudence dans ce domaine.

74. M. PADILLA NERVO n'exprime pas son avis sur le projet actuel de l'article 40 sans quelque hésitation; il est en effet d'accord avec les orateurs qui sont intervenus dans le débat sur la presque totalité des opinions qu'ils ont exprimées. Néanmoins, il lui paraît utile de souligner que l'origine historique de l'institution de l'immunité et de l'inviolabilité personnelle des agents diplomatiques et toute la théorie de leur caractère représentatif procèdent de deux principes essentiels. Le premier est celui de la sauvegarde de la dignité de l'Etat d'envoi et de ses représentants et de la nécessité qui en résulte d'accorder aux intéressés certaines immunités sans lesquelles ils ne pourraient exercer leurs fonctions; le second tend à empêcher que les délits éventuels restent impunis. En étudiant le régime des immunités consulaires, dans ses différences avec celui des immunités diplomatiques, la Commission devrait tenir compte de la tendance à considérer la situation des consuls comme de plus en plus importante. Par suite du développement des moyens de communication et de l'importance accrue de l'interdépendance économique et commerciale, les fonctions diplomatiques et les fonctions consulaires tendent, en droit interne, à se situer sur un plan d'égalité. En outre, certaines fonctions peuvent être confiées aussi bien à des fonctionnaires consulaires qu'à des agents diplomatiques. Par suite, il serait difficile d'établir, aux fins de l'application des dispositions du droit pénal, des différences tranchées entre agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires. M. Padilla Nervo partage donc l'opinion de M. Ago selon laquelle il est illogique d'accorder aux fonctionnaires subalternes d'une mission diplomatique des immunités dont ne jouissent pas des fonctionnaires consulaires de rang élevé; ainsi, les dispositions hybrides de l'article 40 paraissent difficilement conciliables soit avec la logique soit avec la pratique.

75. La difficulté d'accepter le principe de l'immunité de juridiction absolue au bénéfice de tous les fonctionnaires consulaires — ce qui reviendrait à assimiler ceux-ci, à cet égard, à des agents diplomatiques — tient à ce qu'il faut, d'une part, sauvegarder la dignité de

l'Etat et d'autre part, permettre aux fonctionnaires de s'acquitter de leurs fonctions à l'abri de l'immunité de mise en détention provisoire pour les délits civils. Si le système de la Convention de Vienne était appliqué aux fonctionnaires consulaires, vu l'évolution des deux catégories de représentations, le but que vise la Commission pourrait être atteint par une disposition prévoyant la possibilité de la renonciation à l'immunité par l'Etat d'envoi, lorsque le fonctionnaire consulaire est accusé d'une infraction pénale; cet Etat prendra naturellement en considération les conclusions du juge d'instruction pour décider s'il y a lieu ou non de renoncer à l'immunité. Une autre difficulté pourra se produire lorsque l'Etat d'envoi autorise le consul à accomplir des actes diplomatiques; si ce fonctionnaire-ci devait être entièrement soumis à la juridiction pénale de l'Etat de résidence, la dignité de l'Etat d'envoi en souffrirait; mais, à l'inverse, l'Etat d'envoi pourrait autoriser le consul à accomplir des actes diplomatiques dans l'intention, précisément, d'empêcher qu'il ne soit l'objet de poursuites. Ni l'une ni l'autre de ces éventualités ne serait de nature à assurer le développement de relations amicales entre les deux Etats intéressés.

76. Afin de concilier les deux points de vue et de mettre au point une formule qui puisse rallier une majorité à la conférence de plénipotentiaires, il serait peut-être préférable que l'article 40 soit rédigé en termes moins nets. En outre, la Commission devra choisir : veut-elle codifier les règles de droit international existantes sur la question, comme ce semble être l'intention du Rapporteur spécial, ou entend-elle développer le droit, compte tenu de la tendance actuelle à une assimilation des fonctions diplomatiques et des fonctions consulaires ? De l'avis de M. Padilla Nervo, cette seconde solution comporte des risques considérables; s'il devait se révéler impossible de réaliser un accord sur une formule générale faisant ressortir que l'objet essentiel de l'inviolabilité est la sauvegarde de la dignité de l'Etat d'envoi et de ses représentants, il serait peut-être préférable de conserver l'article tel qu'il est.

La séance est levée à 13 h. 05

600^e SEANCE

Mercredi 31 mai 1961, à 10 h 05

Président : M. Grigory I. TOUNKINE

Relations et immunités consulaires (A/4425; A/CN.4/136 et Add.1 à 10, A/CN.4/137) (suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES (A/4425) (suite)

ARTICLE 40 (Inviolabilité personnelle) (suite)

1. Le **PRESIDENT** invite la Commission à poursuivre l'examen de l'article 40 du projet sur les relations et immunités consulaires (A/4425).

2. M. PAL, se référant au paragraphe 1^{er} du texte proposé par le Rapporteur spécial dans son troisième rapport (A/CN.4/137), fait observer qu'il serait plus exact de remplacer les mots « sauf s'ils commettent une infraction grave » par « sauf s'ils sont accusés d'avoir commis une infraction grave », car la question de savoir si une infraction grave a été effectivement commise est déterminée au moment du jugement.

3. Passant au fond du problème, M. Pal pense, comme M. Gros, que l'expression « une infraction grave » que la Commission a proposée comme variante au paragraphe 1^{er} de l'article 40, risque de prêter à controverse à moins de préciser dans quels cas une infraction sera considérée comme grave aux fins de l'application de l'article. Le Gouvernement des Pays-Bas (A/CN.4/136/Add.4) a marqué sa préférence pour cette variante dans l'idée qu'il peut y avoir consultation entre les Etats intéressés et que l'on peut, le cas échéant, faire appel à un tiers qui décidera si l'infraction en question est grave ou non. Dans la pratique, il appartiendra au juge de décider s'il s'agit ou non d'une infraction grave; si le fonctionnaire consulaire — qui se réclamera de toute manière de l'immunité, — n'est pas satisfait, il s'adressera à l'Etat d'envoi qui se mettra en rapport avec l'Etat de résidence. En attendant, il sera mis en état de détention. Cette difficulté serait éliminée si l'on énonçait un critère quel qu'il soit permettant de régler la question. Divers systèmes juridiques — celui de l'Inde, par exemple — classent les délits suivant qu'ils sont réglables ou non par amiable composition, selon qu'ils peuvent donner lieu à la libération sous caution de l'inculpé en cours d'instruction, ou suivant les juridictions compétentes ou les magistrats dont les délits sont justiciables ou d'après le tribunal de première instance qui est habilité à en connaître, ou encore d'après la procédure à suivre pour engager des poursuites. On pourrait adopter un critère de ce genre dans le cas de l'article 40.

4. M. Pal serait enclin à accepter la suggestion faite par M. Ago (599^e séance, par. 45 et 46), à savoir que les consuls ne devraient être ni arrêtés ni détenus préventivement, mais devraient être incarcérés s'ils sont condamnés à une peine de prison. Il en résulterait que les fonctionnaires consulaires n'auraient qu'une immunité provisoire, qu'ils n'auraient pas l'immunité complète de juridiction pénale. Cette disposition permettrait également d'atteindre l'objet fondamental de l'immunité, tel qu'il a été mentionné par M. Padilla Nervo (*Ibid.*, par. 75) : à savoir sauvegarder la dignité de l'Etat d'envoi et de ses représentants et assurer l'exercice régulier des fonctions consulaires. La règle consistant à exempter les fonctionnaires consulaires de toute mise en état d'arrestation ou de détention préventive, quelle que soit la catégorie de l'acte délictueux, favoriserait le développement du droit international dans une certaine mesure, sans toutefois aller jusqu'à leur reconnaître l'inviolabilité absolue que la Convention de Vienne confère aux agents diplomatiques.

5. Enfin, M. Pal est d'avis de supprimer le paragraphe 2. Si les fonctionnaires consulaires sont soumis à la juridiction de l'Etat de résidence, il ne sied pas

de leur accorder l'immunité des peines, même s'ils sont reconnus coupables en vertu de la législation de cet Etat.

6. M. AGO relève que les débats de la Commission sur l'article 40 ont également porté sur le fond de l'article 41 (Immunité de juridiction). Au cours de son intervention (*Ibid.*, par. 71), M. Amado a critiqué une suggestion qu'il avait faite, en estimant la portée trop large, et M. Amado avait marqué la distinction entre les fonctions des agents diplomatiques et celles des fonctionnaires consulaires. M. Ago assure M. Amado qu'il est pleinement conscient de cette différence; il a d'ailleurs insisté lui-même à la Conférence de Vienne pour que les immunités ne soient accordées qu'aux personnes exerçant vraiment des fonctions diplomatiques. Toutefois, les décisions de la Conférence de Vienne ont rendu la distinction beaucoup moins nette, si bien que les immunités ont été accordées à des personnes dont les fonctions ne sauraient être considérées, à proprement parler, comme diplomatiques. Etant donné que l'article 37 de la Convention de Vienne accorde l'inviolabilité personnelle aux membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques, y compris aux personnes employées à la section consulaire de la mission, il serait contradictoire, du point de vue logique, de ne pas accorder une immunité semblable aux consuls de carrière.

7. En revanche, M. Ago pense, avec M. Amado, que, du point de vue pratique, il serait probablement opportun que les immunités soient restreintes et il fait aussi sienne la thèse de M. Verdross selon laquelle, étant donné que toutes les sanctions auxquelles des fonctionnaires consulaires seraient condamnés devront être exécutées, il n'est plus nécessaire de spécifier au paragraphe 2 la durée de la peine en cause. Mais il pense qu'il serait logique de stipuler que les membres du consulat ont une immunité complète pour ce qui est de la mise en état d'arrestation ou de détention préventive.

8. M. Pal a eu raison de signaler les grandes difficultés qu'une expression aussi vague que « infraction grave » ou « délit grave » pourrait entraîner. En effet, qui décidera de la gravité d'un délit, et quel sera le maximum de la peine qui permettra la mise en état d'arrestation ou de détention ? Si l'Etat de résidence était laissé seul juge de la gravité du crime dont le fonctionnaire consulaire est accusé, l'immunité disparaîtrait virtuellement, car les tribunaux de l'Etat de résidence pourraient mettre un fonctionnaire consulaire en état d'arrestation en invoquant la prétendue gravité de l'infraction, et l'empêcher ainsi d'exercer ses fonctions pendant un délai indéterminé. Le principe équitable et logique à adopter en la matière semble donc être de présumer le fonctionnaire consulaire innocent tant qu'il n'est qu'inculpé, et de stipuler qu'il n'est pas protégé par l'immunité après sa condamnation. On évitera ainsi de laisser le fonctionnaire consulaire entièrement à la merci des tribunaux de l'Etat de résidence.

9. M. TSURUOKA aimerait que la Commission soumette deux variantes à la conférence de plénipotentiaires. La première reconnaîtrait aux fonctionnaires consulaires la même immunité qu'aux agents diplomatiques, mais prévoirait que l'Etat d'envoi peut renoncer à l'immunité. Ce système est appliqué depuis longtemps dans les relations diplomatiques sans inconvénient grave pour

l'Etat accréditant ou pour l'Etat accréditaire et son extension aux fonctionnaires consulaires se justifierait par la tendance grandissante à recruter le personnel consulaire et le personnel diplomatique de la même façon et à considérer les deux carrières comme interchangeable. Il conviendrait, cependant, de limiter la portée de cette première variante aux fonctionnaires consulaires et aux membres de leur famille, et de préciser aussi dans le commentaire que l'Etat d'envoi devrait renoncer à l'immunité chaque fois qu'il lui est possible de le faire sans entraver l'exercice des fonctions consulaires ni porter gravement atteinte au prestige de cet Etat. Le succès de ce système dans l'histoire des relations diplomatiques s'explique par l'équilibre délicat qu'il instaure entre le respect de l'Etat accréditaire pour le statut des agents diplomatiques et le respect de l'Etat accréditant pour le système juridique de l'Etat de résidence. Toutefois, il convient de souligner que cette variante de l'article 40 constituerait une innovation par rapport à la pratique internationale existante en la matière, et pourrait appeler de fortes objections de la part de certains Etats. Si les thèses libérales ont prévalu à la Conférence de Vienne pour les immunités diplomatiques, il n'est pas certain, étant donné les différences entre les deux fonctions, qu'elles rencontrent un même succès à la conférence sur les relations consulaires. C'est pourquoi la Commission ferait preuve de sagesse en adoptant aussi un texte plus conservateur; d'autre part, si elle ne soumettait qu'une seule variante, elle risquerait d'amener la conférence à se prononcer hâtivement.

10. La seconde variante pourrait être rédigée à partir du texte nouveau proposé par le Rapporteur spécial. M. Tsuruoka serait disposé, pour sa part, à accepter l'expression « sauf s'ils commettent une infraction grave », en dépit des critiques dont elle a fait l'objet. Quant au paragraphe 2, il convient que le dernier membre de phrase (« portant condamnation à une peine de prison pour une infraction grave ») est à supprimer.

11. M. MATINE-DAFTARY fera porter ses observations uniquement sur les deux premiers paragraphes de l'article 40, car il estime que les paragraphes 3 et 4 sont indispensables pour que les fonctions consulaires soient entravées le moins possible. Sur le paragraphe premier nouveau, proposé par le Rapporteur spécial, il fait observer que le code de procédure criminelle de tous les Etats civilisés ne prévoit la mise en arrestation ou la détention préventive que dans deux cas. D'abord dans le cas d'infraction grave — ce terme figure dans la plupart des codes — la gravité étant laissée à l'appréciation du magistrat instructeur. Ensuite, lorsque le juge d'instruction ordonne la mise en détention provisoire de l'inculpé pour l'empêcher de se livrer à des actes de nature à gêner l'enquête, c'est-à-dire de s'entendre avec les témoins, ses coaccusés ou ses complices pour dénaturer les faits. De l'avis de M. Matine-Daftary, le texte proposé par le Rapporteur spécial s'applique au premier cas, mais pas au second; cependant il y aura une clause à ajouter pour permettre au magistrat instructeur de conduire son enquête dans de bonnes conditions.

12. En ce qui concerne le paragraphe 2, il pense, comme M. Verdross, que tous les jugements doivent être exécutés. Il ne peut cependant se rallier à la

suggestion de M. Ago qui aurait pour effet d'empêcher toute mise en arrestation ou en détention provisoire; par exemple, si un consul était inculpé de meurtre en flagrant délit, il serait contre-indiqué de le laisser en liberté provisoire. M. Matine-Daftary ne pourra donc accepter la clause prévoyant que les fonctionnaires consulaires ne peuvent être incarcérés qu'en exécution d'un jugement définitif. De plus, il n'est pas de pays civilisé dont la législation permette qu'une peine soit purgée sans qu'il y ait eu un jugement définitif. En effet, il faut faire une distinction entre la détention préventive et l'emprisonnement en tant que peine prononcée par le tribunal. Il insiste donc à nouveau sur la nécessité d'autoriser la détention préventive des fonctionnaires consulaires en cas d'infraction grave et d'éviter ce qui serait de nature à gêner l'enquête.

13. Prenant la parole en qualité de membre de la Commission, le **PRESIDENT** fait observer qu'en règle générale, la Commission ne laisse pas subsister de variantes dans ses projets définitifs. Il lui paraît peu souhaitable de le faire à propos de l'article 40. Le commentaire pourra faire état des diverses opinions qui ont été exprimées et les participants à la conférence de plénipotentiaires pourront s'en inspirer pour établir leurs propres propositions.

14. La suggestion de M. Ago tendant à poser en règle générale que les fonctionnaires consulaires ne peuvent être mis en état d'arrestation ou de détention sauf en exécution d'un jugement se défend parfaitement sur le plan de la logique et offrirait sans aucun doute une solution séduisante. Il y a lieu de craindre, toutefois, que cette suggestion ne soit pas acceptée par un grand nombre d'Etats car elle va beaucoup plus loin que la pratique existante. Presque tous les Etats admettent la mise en arrestation ou en détention préventive des fonctionnaires consulaires, encore que les conditions d'exécution de ces mesures varient considérablement. Le Président n'aurait personnellement aucune objection à cette suggestion mais il doute qu'il soit opportun de l'accepter, pour l'unique raison que les Etats ne sont pas encore prêts à adopter un tel principe. Le texte du paragraphe premier proposé par le Rapporteur spécial est sensiblement plus proche de la pratique. De plus, il couvre les deux cas mentionnés par M. Matine-Daftary.

15. Le Président était initialement enclin à accepter la suppression du paragraphe 2; depuis, il en est venu à penser qu'un argument valable militait en faveur du maintien de cette disposition. En effet, si un fonctionnaire consulaire ne peut être arrêté qu'en exécution d'un jugement définitif, il se trouvera dans une situation favorisée par rapport aux citoyens ordinaires. Quant à l'observation de M. Matine-Daftary, il convient de souligner que les lois de nombreux pays permettent aux tribunaux d'ordonner la mise en arrestation ou en détention à titre provisoire.

16. Tout en convenant de la nécessité de supprimer le dernier membre de phrase du paragraphe 2, le Président fait observer une fois de plus que si l'on supprimait ce paragraphe en totalité, l'article 40 ne contiendrait plus qu'une seule disposition prévoyant que les fonctionnaires ne peuvent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive, sauf s'ils commettent une infraction grave.

17. M. VERDROSS dit qu'au premier abord il a été frappé par l'argument de M. Ago selon lequel il est contradictoire de reconnaître l'inviolabilité personnelle des membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques, comme le fait l'article 37 de la Convention de Vienne, et de refuser une immunité analogue aux consuls de carrière alors que ces derniers peuvent être appelés à exercer des fonctions beaucoup plus importantes. Mais en examinant la question de plus près, il est parvenu à la conclusion que cette contradiction n'est pas réelle. Les membres du personnel administratif et technique sont les collaborateurs du chef de la mission diplomatique et peuvent même, en vertu de l'article 19 de la Convention, gérer les affaires administratives courantes d'une mission. Il en est de même des fonctionnaires consulaires de la section consulaire des missions diplomatiques qui pourraient, si la mission a un effectif réduit, faire fonction de chefs de poste et, partant, de chargés d'affaires de l'Etat accréditant. Il est donc tout à fait juste d'accorder les immunités diplomatiques à ces personnes bien qu'elles exercent normalement des fonctions moins importantes que les consuls de carrière.

18. M. Verdross reconnaît, avec le Président, que le texte du paragraphe premier proposé par le Rapporteur spécial correspond à la pratique existante en la matière. La plupart des conventions bilatérales prévoient que les fonctionnaires consulaires ne doivent pas être mis en état d'arrestation ou de détention préventive à moins qu'ils n'aient commis une infraction grave. Il estime en outre, avec le Président, qu'il conviendrait de maintenir le paragraphe 2, sous réserve, toutefois, d'en supprimer le dernier membre de phrase. Le libellé qui en résulterait énoncerait la solution la plus juste et la plus exacte du problème. On doit d'ailleurs se rappeler que, si les relations entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence l'exigent, le chef de l'Etat de résidence, agissant sur avis du Ministre des affaires étrangères, peut toujours gracier un consul étranger qui a été condamné en vertu d'un jugement définitif.

19. M. JIMENEZ de ARECHAGA a deux objections à formuler contre la suggestion de M. Ago concernant le paragraphe 1^{er}; la première repose sur des considérations d'opportunité et la seconde sur des considérations de fond. En ce qui concerne l'opportunité d'adopter la solution préconisée par M. Ago, il fait observer qu'à sa douzième session, la Commission a proposé deux variantes pour le paragraphe 1^{er}. Tous les gouvernements qui ont exprimé leurs vues sur l'article 40 ont été d'avis qu'il faudrait introduire dans le texte une formule quelconque de réserve fondée soit sur la gravité du crime, soit sur la durée maximale de la peine applicable. Ils ne manqueraient pas d'être fort surpris par une solution entièrement nouvelle, sans rapport avec celle à l'égard de laquelle ils ont défini leur position dans leurs observations.

20. Sur le fond, M. Jiménez de Aréchaga fait observer que les fonctionnaires consulaires sont soumis à la juridiction interne de l'Etat de résidence pour tout ce qui touche à leur activité privée. Il est précisé au paragraphe 2 du commentaire que des dispositions prévoyant la détention préventive pour infractions graves figurent dans un certain

nombre de conventions bilatérales dont quelques-unes remontent au XVIII^e siècle. Il est essentiel que les fonctionnaires consulaires soient assujettis au même traitement que les citoyens ordinaires pour les infractions graves qu'ils commettent en dehors de l'exercice de leurs fonctions consulaires. La Commission doit tenir compte, en outre, du fait que l'Etat d'envoi peut rappeler un fonctionnaire consulaire avant le prononcé du jugement définitif. S'il reconnaît, avec M. Gros, que la question de la détermination de la gravité d'une infraction pourra soulever quelques difficultés, il estime que ces difficultés ne seront pas éliminées pour autant, si l'on fixe la durée de la peine. M. Jiménez de Aréchaga est plus frappé encore par l'argument avancé par M. Ago selon lequel, si l'article 40 accorde l'immunité au consul sauf dans le cas où l'infraction est passible d'une peine maximale déterminée, cela pourra inciter le juge à déclarer qu'une sanction sévère est applicable afin de faire jouer l'exception prévue par l'article. Du reste, la Commission devrait se fier aux systèmes juridiques nationaux qui ont tendance à réduire de plus en plus le nombre des cas d'arrestation et de détention préventive, réservant uniquement ces mesures aux cas d'infractions graves et encore ne les appliquant que lorsqu'elles sont indispensables à l'instruction de l'affaire ou la protection de la personne de l'accusé.

21. En ce qui concerne le paragraphe 2, M. Jiménez de Aréchaga souligne que la partie essentielle est le membre de phrase « sauf en exécution d'un jugement définitif portant condamnation à une peine de prison d'au moins deux ans ». Si l'on supprimait les mots « portant condamnation à une peine de prison d'au moins deux ans », le paragraphe n'aurait plus de raison d'être car, en l'absence de cette réserve, il signifierait en fait qu'un consul, comme d'ailleurs toute autre personne, ne peut être incarcéré qu'en exécution d'un jugement définitif — disposition qui serait analogue à celle adoptée par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à l'article 9 du projet de Pacte international relatif aux droits civils et politiques (E/2573). On pourra, certes, affirmer que la question de la détention préventive des consuls demeurerait, mais cette forme d'incarcération est régie par le paragraphe 1^{er}. Il s'ensuit que, sans la formule finale, le paragraphe 2 serait superflu et pourrait être supprimé.

22. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, signale que, tenant compte des avis du Gouvernement norvégien et du Gouvernement yougoslave (A/CN.4/136) il a proposé dans son troisième rapport (A/CN.4/137) un article 50, relatif à la renonciation par l'Etat d'envoi aux immunités mentionnées dans les articles 40 et 41. La Commission aura l'occasion d'examiner cette proposition lorsqu'elle en arrivera à la section III du rapport qui est consacré aux articles additionnels que des gouvernements ont suggéré d'ajouter au projet.

23. M. Žourek n'approuve pas la suggestion de M. Tsu-ruoka qui voudrait que la Commission présente deux variantes pour ce texte. Comme le Président l'a indiqué, la Commission ne suit pas généralement cette manière de faire dans ses projets définitifs. Si elle y venait maintenant, elle donnerait une impression regrettable d'indécision.

24. En ce qui concerne les observations de M. Amado au sujet de la terminologie employée (599^e séance, par. 72), le Rapporteur spécial reconnaît que l'expression « immunité personnelle » figure dans un certain nombre de conventions consulaires, dont certaines sont assez anciennes. Cette expression a, toutefois, donné lieu à des difficultés considérables. Ainsi, par exemple, comme il l'a indiqué dans son deuxième rapport (A/CN.4/131), les tribunaux français en ont donné deux interprétations différentes. Dans certains cas, ils l'ont interprétée comme équivalant à une immunité de juridiction complète; dans d'autres, ils ont soutenu que l'immunité personnelle confère l'exemption de la détention préventive mais pas l'immunité de juridiction. Il est donc préférable d'employer l'expression « inviolabilité personnelle » qui ne donne pas lieu à ces difficultés d'interprétation.

25. L'adoption de la suggestion de M. Ago tendant à remanier le paragraphe 1^{er} afin de mettre les fonctionnaires consulaires dans tous les cas à l'abri d'une mise en état d'arrestation ou de détention préventive constituerait, certes, un développement souhaitable du droit international. Telle n'est pas, toutefois, la pratique existante en la matière, comme il ressort des conventions consulaires en vigueur; ces conventions, même dans les rares cas où elles accordent aux fonctionnaires consulaires l'immunité de juridiction, prévoient toujours une exception pour les cas de crimes graves ou sérieux.

26. M. Matine-Daftary a formulé l'avis qu'on entraverait sans raison légitime le cours de la justice en empêchant un juge d'instruction de mettre en état d'arrestation un consul dans l'intérêt de l'enquête. De fait, de nombreuses conventions consulaires stipulent qu'un consul ne peut être arrêté que s'il est accusé d'un crime présentant un caractère grave. Dans ces conditions, la Commission ne saurait adopter la thèse qu'un consul peut être arrêté sous un chef d'inculpation mineur uniquement parce que le magistrat instructeur considère que sa mise en état d'arrestation est opportune, afin d'empêcher, par exemple, l'intéressé d'entrer en rapport avec d'autres accusés. Les dispositions de l'article 40 ont pour but de concilier le respect dû aux lois de l'Etat de résidence avec la nécessité d'empêcher tout ce qui pourrait gêner le jeu normal des relations consulaires. A cette fin, il est indispensable d'établir un critère fondé sur la gravité de l'infraction. En tout état de cause, il est improbable que la législation interne d'un Etat quel qu'il soit admette l'arrestation préventive d'une personne accusée d'une infraction mineure. M. Žourek a lui-même exercé des fonctions judiciaires pendant quatre ans et il est à même de déclarer que, dans son pays du moins, la mise en état de détention préventive n'est ordonnée qu'à l'égard de personnes accusées d'une infraction grave.

27. Il estime, comme M. Jiménez de Aréchaga, que le paragraphe 1^{er} consacre une pratique internationale bien établie et qu'on ne saurait le modifier de manière substantielle sans étonner les gouvernements puisque aucun d'eux n'a suggéré que les fonctionnaires consulaires devraient être à l'abri d'une mise en état d'arrestation ou de détention préventive dans tous les cas et quelle que soit la nature de l'accusation.

28. Quant au paragraphe 2, M. Žourek ne pense pas que la suppression de la formule conditionnelle « portant

condamnation à une peine de prison d'au moins deux ans » le rendrait superflu, comme on l'a fait valoir. Même en l'absence de ces mots, le paragraphe affirmerait que la liberté personnelle d'un fonctionnaire consulaire ne peut pas être assujettie à une restriction quelle qu'elle soit, sauf en exécution d'un jugement définitif. Cette formule servirait à préciser :

i) qu'un fonctionnaire consulaire ne peut être incarcéré qu'en exécution d'un « jugement définitif », expression qui exclut toute décision dont il peut encore être fait appel;

ii) qu'un fonctionnaire consulaire ne peut pas être emprisonné en vertu d'une simple ordonnance judiciaire à la suite, par exemple, d'une déposition qu'il aurait faite en qualité de témoin;

iii) qu'un fonctionnaire consulaire ne peut pas être privé de sa liberté personnelle en vertu d'une simple décision administrative ou d'un mandat de police; et

iv) qu'un fonctionnaire consulaire ne peut, indépendamment de l'incarcération, être l'objet d'aucune autre restriction à sa liberté personnelle, c'est-à-dire d'aucune mesure d'exécution forcée comportant la détention.

29. M. YASSEEN invite la Commission à ne pas s'écarter de la pratique existante d'après laquelle les fonctionnaires consulaires ne bénéficient de l'immunité de juridiction qu'à raison des actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Cette pratique est constatée par de nombreuses conventions consulaires.

30. La Commission ne devrait pas se laisser trop impressionner par l'étendue de l'immunité de juridiction que la Convention de Vienne accorde aux membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques. Les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 36 du projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques (A/3859) soumis à la Conférence de Vienne auraient donné aux membres du personnel administratif et technique qui ne sont pas ressortissants de l'Etat accréditaire la même immunité qu'aux agents diplomatiques. Cette proposition de la Commission a été fortement critiquée et la Conférence a commencé par retirer aux membres de ce personnel l'immunité de juridiction en matière civile. Une tentative ayant été faite ensuite pour leur retirer ou limiter l'immunité de juridiction pénale, la proposition sur ce sujet n'a pas recueilli la majorité nécessaire. Ultérieurement, le paragraphe initial prévoyant l'immunité du personnel administratif et technique n'a lui-même pas recueilli la majorité requise. Plusieurs délégations ayant cependant exprimé l'avis que l'importante question du statut de ce personnel ne saurait être passée sous silence dans une convention sur les relations diplomatiques, le débat a été rouvert et beaucoup de délégations ont voté — certaines d'entre elles, non sans hésitation — pour le texte qui constitue actuellement le paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention de Vienne. Dans ces conditions, on ne saurait s'autoriser du texte en question pour dire qu'il existe une certaine tendance à l'élargissement du champ de l'immunité de juridiction. La Conférence de Vienne s'est montrée en effet plus réservée sur ce point que ne l'avait été la Commission dans son projet sur les relations diplomatiques.

31. Pour toutes ces raisons, M. Yasseen considère que, dans l'ensemble, la Commission ferait bien d'adopter le

texte proposé par le Rapporteur spécial. Au paragraphe 1^{er}, il préférerait l'expression « une infraction grave » à une mention d'une durée d'emprisonnement. Ce dernier critère manque, en effet, de précision parce que les peines diffèrent par leur nature, et la durée de la peine n'est pas toujours le critère de sa sévérité. En effet, dans l'échelle des peines, les travaux forcés, même pour une période plus courte, sont considérés comme une peine plus sévère que l'emprisonnement.

32. Quant à la suggestion de M. Ago tendant à ce que les fonctionnaires consulaires soient, dans tous les cas, à l'abri de l'arrestation ou de la détention préventive, M. Yasseen serait disposé à l'appuyer eu égard à la situation et aux fonctions des intéressés. Cette disposition ne serait pas totalement inconciliable avec la législation interne de nombreux Etats qui prévoient la possibilité de la mise en liberté sous caution des inculpés, quelle que soit la nature du crime qui leur est imputé, surtout en raison de leur situation personnelle.

33. Quant au paragraphe 2, sa formule finale « portant condamnation à une peine d'au moins deux ans » devrait être supprimée. Cette réserve constitue une innovation qui est incompatible avec les principes généraux applicables en la matière. Pour des raisons rédactionnelles, il conviendrait de supprimer également le premier membre de phrase du paragraphe « A l'exception du cas prévu... », de sorte que le paragraphe 2 se lirait comme suit : « Les fonctionnaires visés dans le paragraphe 1^{er} ne peuvent pas être incarcérés ni soumis... sauf en exécution d'un jugement définitif ».

34. M. GROS a des doutes sur l'argument tiré de l'emploi d'expressions analogues dans des conventions consulaires bilatérales qui est invoqué en faveur du critère de l'« infraction grave ». Il s'agit en effet de conventions bilatérales discutées et négociées par les deux Etats intéressés et qui contiennent toutes une définition de l'expression « crime grave » ou « infraction grave », utilisée dans leur texte. En l'absence d'une telle définition, une expression de ce genre dans un traité multilatéral n'a aucun sens par elle-même.

35. C'est pourquoi il n'est pas possible de chercher à dégager une règle générale de droit international à partir de termes employés mais aussi définis de manière précise dans des conventions consulaires bilatérales. Le but de la codification entreprise par la Commission est de réduire les possibilités de conflits. L'emploi d'une expression telle que « infraction grave », sans autre précision, risque de provoquer des difficultés d'interprétation et, par conséquent, de créer des problèmes au lieu de les résoudre. Si l'on conservait cette expression, il faudrait énumérer dans le commentaire tout au moins, les crimes considérés comme graves aux fins du projet. La liste en question pourrait alors s'inspirer des conventions consulaires bilatérales existantes. Sans cette liste, M. Gros maintiendra alors son opposition à l'égard de l'expression proposée.

36. Passant aux remarques de M. Matine-Daftary, M. Gros dit qu'il est rare dans la pratique qu'un consul soit accusé d'un crime accompagné de violences. Ce sont surtout des accidents de la route, des dettes et, occasionnellement, des activités prétendues étrangères aux fonctions consulaires qui sont la source de problèmes.

37. Il aimerait faire deux autres commentaires de détail à propos des remarques de M. Matine-Daftary. Premièrement, en droit français, et dans le droit d'autres pays, un tribunal peut ordonner la mise en état d'arrestation d'une personne présente à l'audience; ainsi, un témoin peut être arrêté à la suite d'une déposition qu'il a faite. Une personne peut également se trouver emprisonnée en vertu d'un jugement non définitif; ainsi, une personne condamnée à une peine de prison doit parfois demeurer en prison, même si elle a déposé un pourvoi en cassation auprès de l'autorité judiciaire suprême, la Cour de Cassation, et en attendant la décision de cette Cour, il peut arriver que le détenu passe de longs mois en prison. Il faudra tenir compte de ces faits en rédigeant le paragraphe 1^{er}. Le second point à relever est que le juge d'instruction est généralement habilité à maintenir un inculpé en prison pendant tout le temps estimé « nécessaire à la manifestation de la vérité »; les pouvoirs du juge sont donc très étendus. C'est pourquoi il faudrait que l'article en discussion détermine les cas précis dans lesquels des fonctionnaires consulaires peuvent être mis en état d'arrestation. Du moment que ces fonctionnaires ne jouissent pas dans ces cas de l'immunité de juridiction, ils peuvent certes être arrêtés mais une définition restrictive est nécessaire.

38. M. MATINE-DAFTARY, répondant au Rapporteur spécial, dit qu'il n'a jamais suggéré que l'on puisse garder en détention préventive une personne inculpée d'un délit mineur. Il a simplement souligné que le juge d'instruction, qui a le droit d'ordonner la mise en état d'arrestation pour les crimes graves, est aussi habilité à envoyer un prévenu en détention préventive pour l'empêcher d'avoir des contacts avec d'autres inculpés.

39. Si, comme le Rapporteur spécial l'a suggéré, un des buts du paragraphe 1^{er} de l'article 40 est de faire en sorte que le fonctionnaire consulaire ne puisse pas être mis en état d'arrestation par décision administrative, il faudra alors spécifier dans ce paragraphe que la mise en état d'arrestation ou de détention envisagée doit être ordonnée par l'« autorité judiciaire ».

40. M. Matine-Daftary ne s'oppose pas à ce que l'on conserve le paragraphe 2, sous réserve de la suppression de la clause restrictive « portant condamnation à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans ». Ce paragraphe signifierait alors qu'une personne ne peut pas être incarcérée si ce n'est qu'en exécution d'un jugement définitif, ce qui est effectivement le cas dans la plupart des pays. Pour sa part, M. Matine-Daftary ne connaît aucun système de droit pénal permettant d'exécuter une sentence tant que les voies de recours restent ouvertes contre celle-ci. Il y a une différence entre un jugement de condamnation et un mandat d'arrêt qui n'est qu'une mesure prise aux fins de l'instruction de l'affaire. Toutefois, il n'est pas mauvais de stipuler expressément qu'un jugement définitif est une condition indispensable de l'incarcération d'un consul : cette disposition constituera en effet une garantie contre l'exécution d'une sanction en instance d'appel (à supposer qu'une telle exécution soit possible dans un système de droit national quelconque).

41. M. AGO souligne la nécessité d'éviter toute confusion entre l'immunité de juridiction et l'inviolabilité person-

nelle. Tous les membres de la Commission admettent que les fonctionnaires consulaires ne jouissent de l'immunité de juridiction qu'en ce qui concerne les actes accomplis dans l'exercice de leurs obligations officielles. Quant à leur inviolabilité personnelle, on ne se montrerait pas libéral, à l'excès, en interdisant dans tous les cas de mettre des fonctionnaires consulaires en état d'arrestation ou de détention préventive. Dans de nombreux pays, y compris les Etats-Unis, tout prévenu, quelle que soit la gravité de l'inculpation, peut obtenir sa mise en liberté sous caution.

42. M. Ago s'associe pleinement à la remarque de M. Gros selon laquelle on aurait tort de vouloir dégager une règle générale de droit international de l'usage d'expressions telles que « infraction grave » dans des conventions bilatérales. Toutes ces conventions donnent une définition précise de ce terme à partir de la législation nationale des deux pays intéressés.

43. C'est pourquoi, si la Commission devait laisser subsister un critère au paragraphe 1^{er}, M. Ago ferait trois suggestions : premièrement, il faut éviter l'emploi du terme « infraction » qui est beaucoup trop large et peut même inclure des violations de règlements administratifs. Il recommande une expression telle que « crime grave » (*serious crime*). Deuxièmement, le commentaire devra contenir certains exemples de ces crimes pour montrer, par exemple, que les violations de la loi par imprudence ne sont pas comprises. Troisièmement, le commentaire devrait indiquer que la Commission a envisagé la possibilité d'admettre l'exemption d'arrestation ou de détention préventive dans tous les cas, mais qu'elle en est venue à la conclusion qu'elle ne pouvait pas aller pour le moment au-delà de la pratique existante. Un commentaire de ce genre répondrait aux préoccupations de M. Tsuruoka, en suggérant aux gouvernements la possibilité d'une autre solution sans cependant que le projet propose deux variantes, puisque c'est une manière de faire que la Commission n'a pas suivie par le passé dans ses projets d'articles définitifs.

44. Enfin, d'accord avec M. Matine-Daftary, M. Ago estime que le paragraphe 1^{er} devrait spécifier que l'arrestation ou la détention envisagées doivent être exécutées par décision de l'autorité judiciaire compétente; en d'autres termes, on n'admettrait pas la mise en détention des consuls par décision d'une autorité administrative ou politique. Une disposition dans ce sens fournirait une précieuse garantie contre les ingérences dans les attributions officielles des consuls.

45. M. SANDSTRÖM considère que la deuxième variante présentée au paragraphe 1^{er} est trop vague. La première n'est pas assez précise non plus, car la durée d'une peine relève du droit pénal du pays intéressé. De plus, une clause de ce genre n'est pas applicable en pratique, sauf si elle est stipulée à titre de réciprocité rigoureuse dans le cadre de conventions bilatérales, comme par exemple dans la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède¹. L'article 14 de cette Convention stipule qu'un consul de carrière ne pourra être mis en état de détention préventive sauf s'il est

inculpé de délit grave au sens du paragraphe 9 de l'article 2. Ce paragraphe indique que l'expression « délit grave » désigne dans le Royaume-Uni les infractions passibles d'une peine d'emprisonnement de cinq ans ou plus et, en Suède, les infractions passibles d'une peine d'emprisonnement de quatre ans ou plus. Evidemment, une disposition de cette nature n'est pas utilisable dans une convention multilatérale.

46. M. Sandström ne s'oppose pas à l'idée d'exempter dans tous les cas les consuls de la mise en détention préventive, eu égard à la situation spéciale qu'ils occupent et parce qu'il est fort peu probable qu'ils commettent des infractions graves.

47. D'autre part, on peut supprimer le paragraphe 2 qui n'a pas une grande valeur pratique.

48. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, répondant à l'observation de M. Matine-Daftary, selon laquelle la détention préventive devrait pouvoir être ordonnée en cas de crimes graves ou, si besoin est, aux fins de l'instruction, fait remarquer que ces deux éventualités sont prévues par l'article 40 tel qu'il est. Mais étant donné la pratique des Etats et les précédents figurant dans les conventions bilatérales, la Commission a décidé d'exempter les consuls de ce genre de détention lorsqu'ils sont inculpés d'infractions qui ne sont pas graves.

49. Il n'a fait que mentionner la règle selon laquelle les consuls ne peuvent pas être détenus pour infraction à des ordonnances administratives, à propos du paragraphe 2 qui, sous sa forme négative actuelle, exclut clairement la possibilité d'une détention en pareil cas.

50. Le PRESIDENT dit qu'après les longs débats qu'elle vient de consacrer à l'article 40, la Commission devrait être en mesure de prendre une décision. Il semble qu'il existe un accord à peu près général en faveur de l'adoption du paragraphe 1^{er} nouveau proposé par le Rapporteur spécial, tel qu'il figure dans son troisième rapport, et complété par la clause conditionnelle suggérée par M. Matine-Daftary et appuyée par M. Ago, aux termes de laquelle la mise en état d'arrestation ou de détention préventive ne peut être ordonnée que par l'autorité judiciaire compétente. On pourrait laisser au Comité de rédaction le soin de rédiger cette clause.

51. M. BARTOŠ est prêt à voter cette clause additionnelle s'il est bien entendu que la détention aux fins de quarantaine, par exemple, est d'un tout autre ordre. Il se souvient d'un cas où le départ de Beyrouth de certains fonctionnaires consulaires yougoslaves a été retardé par le service de quarantaine.

52. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, confirme que l'article 40, dans sa rédaction actuelle, ne se rapporte qu'à la détention ordonnée par les autorités judiciaires.

53. Le PRESIDENT met aux voix l'addition au paragraphe 1^{er} de l'article 40, proposée par M. Matine-Daftary.

Par 12 voix contre une, avec 4 abstentions, la proposition est adoptée.

54. M. GROS demande si la Commission a fait son choix entre le mot « infraction » et le mot « crime », au paragraphe 1^{er}.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 202, p. 211 et suivantes.

55. Le PRESIDENT pense que le soin de régler ce point pourrait être laissé au Comité de rédaction.

56. M. PADILLA NERVO fait observer qu'il s'agit d'une question de fond puisque l'effet pratique de la disposition sera tout différent selon que l'on emploiera l'un ou l'autre terme.

57. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, rappelle que, dans certains pays, la classification des actes punissables pénalement est la même que celle employée en France, savoir : crimes, délits et contraventions. Dans d'autres pays, c'est l'expression « infraction grave » (*serious offence*) qui est employée, et non pas le mot « crime ». Si la Commission le désire, le Rapporteur spécial pourrait indiquer dans le commentaire, à titre d'exemple, les types d'infractions qui sont définis comme graves dans les conventions consulaires.

58. Quant à lui, M. Žourek est opposé à l'emploi du mot « crime »; étant donné qu'il n'y a pas désaccord sur le sens de l'exception posée au paragraphe 1^{er}, il ne voit pas pourquoi la Commission n'adopterait pas l'expression « infraction grave ». Il a choisi le mot « infraction » parce qu'il devrait être acceptable par tous les Etats en raison de son caractère général.

59. Le PRESIDENT estime que, puisqu'il n'y a pas de désaccord sur le sens de l'expression « infraction grave », le choix des termes qui ont le plus de chances d'être acceptés par les Etats peut être laissé au Comité de rédaction, qui devra probablement étudier la terminologie employée dans les conventions bilatérales et dans les législations nationales.

60. M. BARTOŠ rappelle que, dans les vingt dernières années, la classification tripartite mentionnée par le Rapporteur spécial ne figure plus dans les nouveaux codes pénaux : c'est pourquoi il ne votera qu'en faveur d'un terme générique.

61. M. YASSEEN déclare partager sans réserve l'opinion de M. Padilla Nervo : la Commission ne discute nullement d'une question de rédaction; dans les pays où la classification tripartite est en usage, tous les crimes sont graves par définition.

62. Le PRESIDENT estime que la Commission devra employer un terme général et non un terme emprunté au droit d'un groupe particulier d'Etats.

63. M. MATINE-DAFTARY fait observer que l'expression « infraction grave » devrait donner satisfaction à l'ensemble des pays, tandis que l'emploi du mot « crime » pourrait causer des difficultés à certains d'entre eux.

64. M. AGO souligne que la Commission ne saurait guère espérer trouver un terme qui concorde avec le langage juridique de tous les pays du monde. Il est catégoriquement opposé à l'emploi du mot « infraction » qui pourrait, dans certains pays tels que la France et l'Italie, viser aussi la violation des règlements administratifs. Le mot « crime » a une valeur qui est universellement comprise; il s'applique aux catégories d'infractions définies comme « graves » dans certains pays.

65. M. AMADO observe que l'expression « infraction grave » ne se rencontre pas dans le code pénal de nombreux pays, dont le sien. Il est donc opposé à l'emploi de cette expression, mais si la Commission en décidait autrement, du moins faudrait-il la compléter par les mots « à la loi pénale ». M. Amado aurait volontiers appuyé la suggestion de M. Gros selon laquelle on pourrait énumérer les catégories d'infractions envisagées au paragraphe 1^{er}.

66. Le principe de l'« inviolabilité » serait sérieusement entamé si l'application devait en être limitée en cas d'« infraction ».

67. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, fait observer à M. Amado que, dans le langage des pénalistes, le terme « infraction » est générique, et signifie toute violation d'une disposition de droit pénal. Précisé par l'épithète « grave », ce terme équivaudra au mot « crime », tel qu'il est entendu dans certains pays.

68. M. YASSEEN tient à souligner la très grande différence qui existe entre une « infraction grave » et un « crime grave ».

69. M. FRANÇOIS propose de renvoyer la question au Comité de rédaction, compte tenu de la discussion.

70. M. PADILLA NERVO dit que la question devra être réglée par la Commission elle-même, afin de prévenir les difficultés qui pourraient se produire ultérieurement. Etant donné qu'il paraît être généralement admis que l'exception posée au paragraphe 1^{er} vise les crimes et non pas les simples violations de la loi, une définition acceptable conçue en fonction de la durée de la peine est nécessaire.

71. En réponse à une question du Président, M. EDMONDS déclare que, d'après la terminologie juridique en usage aux Etats-Unis, une infraction, qui peut être la simple inobservation d'une règle administrative, diffère d'un crime, qui est beaucoup plus grave. La discussion a confirmé M. Edmonds dans son opinion qu'il fallait, au paragraphe 1^{er}, beaucoup plus de précision. Le reproche qu'il a fait dès le début aux expressions « crime grave » (*grave crime*) ou « infraction grave » (*serious offence*) tient à ce qu'elles prêtent à des interprétations très différentes. Il propose donc que la Commission vote sur la première des deux variantes du texte approuvé à la session précédente. L'expression « infraction passible d'une peine de prison dont le maximum soit d'au moins cinq ans » a du moins un sens pour tous les Etats.

72. M. AMADO estime que si la disposition en cause contient l'expression « infraction grave » elle ne traduira pas ce que la Commission a voulu dire, à savoir que les consuls ne peuvent être détenus que dans le cas où il s'agit de ce que l'on désigne dans certains pays sous le nom de crimes atroces.

73. M. PADILLA NERVO pense que la proposition de M. Edmonds devrait être mise aux voix la première, puisqu'elle a trait au texte initialement soumis aux gouvernements pour observations. Une décision sur cette

proposition donnerait au Comité de rédaction de meilleures indications.

74. Le **PRESIDENT** fait observer qu'ayant déjà commencé le vote sur l'article 40, la Commission ne peut pas s'occuper de la proposition de M. Edmonds avant que le vote soit achevé; il met aux voix la proposition de M. François tendant à renvoyer le paragraphe 1^{er} au Comité de rédaction, compte tenu de la discussion.

Par 7 voix contre 5, avec 5 abstentions, la proposition de M. François est adoptée.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 40 proposé par le Rapporteur spécial (A/CN.4/137), tel qu'il a été amendé, est approuvé sous réserve de modifications de rédaction.

75. Le **PRESIDENT** dit que la Commission semble accepter la suggestion qu'il a émise, et qui consiste à supprimer, au paragraphe 2 nouveau proposé par le Rapporteur spécial, pour l'article 40, les mots « portant condamnation à une peine de prison pour une infraction grave ».

76. M. JIMENEZ de ARECHAGA ne pourra pas voter le paragraphe 2, modifié selon la proposition du Président, si ce paragraphe peut être interprété comme ayant pour effet d'accorder aux consuls des privilèges spéciaux car il s'agit, en fait, d'un droit dont jouissent les simples particuliers comme le prouve l'alinéa a) du paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Rome, 1950)².

77. Le **PRESIDENT** dit que les paragraphes 3 et 4 de la nouvelle rédaction proposée par le Rapporteur spécial semblent devoir être acceptés, puisqu'ils n'ont donné lieu à aucune proposition d'amendement.

78. Il rappelle à la Commission que le Rapporteur spécial a préparé un article séparé sur la renonciation à l'immunité (A/CN.4/137, article 50, a), qui sera examiné ultérieurement.

79. Il propose de renvoyer l'article 40, tel qu'il a été amendé, au Comité de rédaction.

Il en est ainsi décidé.

80. M. AMADO juge fort discutable l'assertion qui figure au paragraphe 20 du commentaire et espère que le Rapporteur spécial voudra bien la soumettre à un nouvel examen.

81. Le **PRESIDENT** suggère à la Commission de prier le Rapporteur spécial de résumer dans le commentaire les opinions qui ont été exprimées au sujet des rapports entre l'article 40 et les dispositions parallèles de la Convention de Vienne et celles qui ont été avancées au sujet de l'utilité d'assurer aux fonctionnaires consulaires l'immunité absolue d'arrestation et de détention.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h. 05.

601^e SEANCE

Jeudi 1^{er} juin 1961, à 10 heures

Président : M. Grigory I. TOUNKINE

Relations et immunités consulaires (A/4425, A/CN.4/136 et Add.1 à 10, A/CN.4/137) (suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES (A/4425) (suite)

1. Le **PRESIDENT**, rappelant les décisions prises au sujet de l'article 40 (559^e séance, par. 53 et 75), explique qu'il n'a pas mis aux voix la proposition de M. Edmonds, car la Commission avait approuvé le nouveau texte du Rapporteur spécial, après y avoir apporté certaines modifications. Toutefois, rien n'empêche M. Edmonds ou tout autre membre de la Commission, au moment où celle-ci examinera le rapport du Comité de rédaction, de présenter à nouveau le texte adopté pour l'article 40 à la douzième session.

2. Le Président invite la Commission à examiner l'article 41 du projet relatif aux relations et immunités consulaires (A/4425).

ARTICLE 41 (Immunité de juridiction)

3. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, appelle l'attention sur le résumé des observations présentées par les gouvernements que l'on trouve dans son troisième rapport (A/CN.4/137, article 41). Par la suite, le Gouvernement espagnol (A/CN.4/136/Add.8) a fait savoir que l'article 41 ne soulèverait pas d'objection de sa part si l'on acceptait, comme il l'avait proposé pour l'article premier, de limiter la portée des expressions « employé de consulat » et « personnel privé ».

4. Pour tenir compte des critiques formulées par deux gouvernements au sujet de l'expression « actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions », le Rapporteur spécial a remanié le texte de l'article 41; mais il ne connaissait pas, alors, le libellé définitif de la disposition correspondante de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (A/CONF.20/13). Or, la Commission constatera que le membre de phrase en question figure au paragraphe 3 de l'article 37 de ladite Convention, ainsi qu'au paragraphe 1^{er} de l'article 38 où a été ajoutée l'épithète « officiels », comme c'est aussi le cas dans l'article 50 du projet sur les relations consulaires.

5. Puisque la Commission veut se tenir aussi près que possible du texte de la Convention de Vienne, le Rapporteur spécial retirera son nouveau projet et recommandera à la Commission de revenir à l'article 41 tel qu'il a été adopté à la douzième session. Il hésite d'autant moins à le faire que les deux observations qui l'avaient amené à remanier l'article ne portent pas sur des questions fondamentales.

6. M. Žourek se demande si la suggestion du Gouvernement danois (A/CN.4/136/Add.1) concernant la res-

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 213, p. 221 et suivantes.